



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR

D^{RE} HEDY FRY

**REPRÉSENTANTE SPÉCIALE SUR LES QUESTIONS DE GENRE
DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OSCE**

20^E RÉUNION D'HIVER

24–26 FÉVRIER 2021

PAR VIDÉOCONFÉRENCE

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

INTRODUCTION

Chers collègues,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous aujourd'hui à titre de représentante spéciale pour les questions d'égalité entre les sexes à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Je vous remercie de me permettre de prendre la parole pour parler dans le cadre de la réunion par vidéoconférence du Comité permanent. J'ai hâte au jour où nous pourrions de nouveau nous rencontrer en personne et où tous les membres de l'Assemblée parlementaire pourront se réunir en séance mixte pour discuter des questions d'égalité entre les sexes.

Cette année, au cours des nombreuses activités virtuelles auxquelles j'ai participé, j'ai rappelé à quel point les questions relatives à la condition féminine et à l'égalité entre les sexes sont importantes. Aujourd'hui, je vais faire le point sur l'évolution de l'égalité entre les sexes au sein de l'OSCE. Je vais aussi vous parler du rapport de 2021 sur l'égalité entre les sexes que je vais présenter lors de l'assemblée annuelle.

LES PROGRÈS ACCOMPLIS AU SEIN DE L'OSCE

Depuis mon allocution, l'an dernier, il y a eu de nombreux développements dans le dossier de l'égalité entre les sexes au sein de l'OSCE et de ses activités. En octobre 2020, l'OSCE a tenu sa troisième [conférence d'examen de l'égalité entre les sexes](#). Cette rencontre virtuelle nous a donné l'occasion de discuter des progrès accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements de l'OSCE en matière d'égalité entre les sexes. J'ai eu l'honneur de prendre part à une table ronde au sujet de la participation des femmes dans la sphère publique et politique.

En juillet 2020, le secrétaire général de l'OSCE a présenté le [rapport d'étape spécial sur la mise en œuvre du plan d'action de 2004 pour l'égalité entre les sexes](#).

Cette année, nous soulignons l'entrée en fonction de plusieurs femmes brillantes au sein de la direction de l'OSCE. Helga Maria Schmid est la nouvelle secrétaire générale de l'OSCE, la première femme à occuper ce poste. De plus, Teresa Ribeiro est la nouvelle représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, et Ann Linde, la ministre suédoise des Affaires étrangères, est la nouvelle présidente en exercice de l'OSCE.

Réjouissons-nous de ces importants progrès accomplis au sein même de l'OSCE. Il va sans dire qu'il y a encore place à l'amélioration. En effet, l'OSCE a presque atteint la parité au sein du personnel, mais les femmes sont toujours sous-représentées dans certains postes, comme les chefs de mission. Le rapport d'étape spécial de l'OSCE mentionne également que les futurs efforts en matière d'égalité entre les sexes devront tenir compte des répercussions différentes de la pandémie selon le sexe.

Cette année, nous accueillons la Suède à la présidence de l'OSCE. Je me réjouis que la [présidence suédoise](#) compte tout spécialement améliorer l'égalité entre les sexes dans toutes les activités de l'organisation. C'est aussi mon avis que, pour atteindre une sécurité globale dans l'ensemble de la région, il faut que tous soient inclus et que les femmes participent pleinement à la vie publique.

LA VIOLENCE DIRIGÉE CONTRE LES FEMMES JOURNALISTES ET LES POLITIENNES

Passons maintenant au sujet du rapport que je vais présenter cette année : la violence dirigée contre les femmes journalistes et les politiciennes. Je n'ai pas pu aborder cette question l'an dernier en raison de la pandémie. Dans la région de l'OSCE et ailleurs dans le monde, les journalistes et les politiciens font de plus en plus l'objet de commentaires politiques hostiles et d'agressions verbales en ligne. Les hommes que les femmes sont en danger, mais le danger est plus grand pour les politiciennes et les femmes journalistes en raison de leur sexe.

Les femmes journalistes et les politiciennes se font davantage juger sur leur apparence, leur intellect, leurs relations personnelles et leurs qualifications professionnelles. En ligne, elles se butent à la misogynie et aux agressions verbales à caractère sexuel. Il y a bien des raisons pour lesquelles elles sont prises pour cible : parce qu'elles sont présentes dans l'espace public; parce qu'elles soulèvent des questions controversées qui comptent pour les femmes; parce que leur domaine professionnel était autrefois réservé aux hommes.

D'après un sondage que l'UNESCO et l'International Center for Journalists ont publié 2020, 73 % des femmes journalistes y ayant répondu ont déjà subi des agressions verbales en ligne et 20 % ont déjà fait l'objet d'agressions hors ligne liées à des menaces exprimées en ligne¹. D'après le sondage que l'Union interparlementaire a mené auprès des politiciennes en 2016, 82 % des répondantes en exercice avaient déjà subi de la violence psychologique, comme des remarques ou des menaces sexistes ou à caractère sexuel; 22 % avaient déjà été victime de violence sexuelle; et 26 % avaient déjà été victimes de violence physique².

De plus, de nombreuses femmes journalistes et politiciennes sont aux prises avec des formes croisées de discrimination en raison de leurs identités multiples. Celles qui font partie de minorités raciales, religieuses, ethniques ou sexuelles font souvent davantage l'objet de harcèlement, de menaces et de violence.

Moi-même, depuis que je suis députée au Parlement du Canada, c'est-à-dire depuis 28 ans, j'ai dû subir du harcèlement sexuel et des menaces en raison de mon travail. Bien des femmes ici présentes ont sans doute aussi vécu des agressions semblables en raison de leur participation à la vie publique. Dernièrement, les médias ont signalé de nombreux cas :

- les menaces de violence sexuelle dont font l'objet les militantes de l'opposition au Bélarus, dont Svetlana Tikhanovskaïa³;

¹ International Center for Journalists et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, [Online violence Against Women Journalists : A Global Snapshot of Incidence and Impacts](#), 2020.

² Union interparlementaire, [Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires](#), octobre 2016.

³ Amnesty International UK, « [Belarus : Authorities threatening women political activists ahead of election](#) », communiqué de presse, 17 juillet 2020.

- les implacables campagnes racistes et sexistes en ligne contre Diane Abbott, la première femme Noire élue députée au Parlement du Royaume-Uni⁴;
- le harcèlement provenant de collègues politiciens et les agressions verbales en ligne à l'endroit de la membre du Congrès des États-Unis Alexandria Ocasio-Cortez⁵.

Ces cas ne donnent malheureusement qu'une faible idée de l'ampleur du problème. Aucun pays n'est à l'abri.

Ces agressions ont pour conséquence de faire taire les femmes dans l'espace public. Il arrive souvent que des femmes ne dénoncent pas les agressions parce qu'elles ne veulent pas donner l'impression d'être faibles ou vulnérables. Pour protéger leur santé mentale et physique et celle de leurs proches, bien des femmes se censurent elles-mêmes, ferment leur compte dans les réseaux sociaux ou changent de profession⁶.

Cette violence tend aussi à réduire la diversité dans les médias et les organes législatifs. Plusieurs études démontrent qu'une salle de nouvelles diversifiée entraîne une couverture plus exacte et plus profonde de sujets qui, autrement, seraient balayés du revers de la main, dont de grandes questions qui préoccupent les femmes⁷. De façon semblable, la diversité au sein des parlements et des autres assemblées élues a pour effet de mieux faire correspondre les priorités législatives et politiques aux besoins de la population.

LA VOIE À SUIVRE

Il est essentiel que les parlementaires attirent l'attention sur ce problème. Nous ne pouvons plus cautionner la culture du silence, la stigmatisation et l'impunité qui sont associées à la violence dirigée contre les femmes. Nous devons :

- soutenir publiquement nos collègues qui sont prises pour cible;
- défendre les politiques et les lois qui incitent les femmes à dénoncer les cas de harcèlement et d'agression sexuelle et créer des recours efficaces;
- moderniser lois actuelles de façon à ce qu'elles tiennent compte des préjudices causés par les agressions verbales en ligne et réparent les torts causés;
- exiger des forces de l'ordre qu'elles améliorent leurs façons d'intervenir dans les cas de menaces ou d'actes violents dirigés contre les politiciennes et les femmes journalistes.

Je demande aussi aux hommes de se faire nos alliés et d'offrir leur soutien et leur aide lorsque des femmes font l'objet de menaces ou d'agressions, que ce soit en personne ou en ligne.

⁴ Jessica Elgot, « [Diane Abbott more abused than any other female MP during election](#) », *The Guardian*, 5 septembre 2017.

⁵ Abby Ohlheiser, « [How much more abuse do female politicians face? A lot.](#) », *MIT Technology Review*, 6 octobre 2020; John Wagner et Felicia Sonmez, « [Rep. Yoho apologizes for Capitol Hill confrontation with Rep. Ocasio-Cortez](#) », *The Washington Post*, 22 juillet 2020.

⁶ Amnistie Internationale, [Toxic Twitter – A Toxic Place for Women](#), 2018.

⁷ Anna Griffin, « [Where Are the Women?](#) », *Nieman Reports*, 11 septembre 2014.

Dans le cadre de la campagne pour la sécurité des femmes journalistes, la représentante de l'OSCE pour la liberté des médias a lancé un [guide de ressources](#) qui propose aux États et aux intervenants non étatiques des moyens de mieux protéger les femmes journalistes en ligne. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE cherche aussi à favoriser la parité des femmes dans la sphère politique⁸. J'invite instamment les parlementaires à continuer de soutenir les travaux importants de l'OSCE dans ce dossier.

CONCLUSION

La violence dirigée contre les femmes ne devrait pas empêcher les femmes de participer à la vie publique. Il faut penser aux femmes qui ne deviendront jamais journalistes ou politiciennes, ou qui changeront prématurément de carrière, à cause des menaces et de la violence. Si nous refusons d'agir, bien des histoires importantes ne seront jamais racontées et bien des mesures législatives ne seront jamais écrites et étudiées.

Je tiens enfin à saluer les femmes journalistes et les politiciennes, dont j'admire la force et la résilience. Dans mon rapport annuel, je vais étudier en profondeur la violence dirigée contre les femmes journalistes et les politiciennes. Je suis impatiente de vous présenter ce rapport lors de la prochaine assemblée annuelle. Comme toujours, vos commentaires me seront très utiles d'ici là.

Je vous remercie de votre attention.

⁸ OSCE, [Safety of Female Journalists Online](#); OSCE, [Promoting women's political participation and gender equality](#).